

EXAMEN BLAN**Branche** : Sciences Economiques et de Gestion**Durée** : 3 H**Matière** : Economie Générale et Statistique**Filière** : Sciences Economiques**Coefficient** : 6**Professeur** : Larbi TAMNINE

Samedi 26 Mai 2012

DOSSIER I : Conjoncture et décisions de politiques économiques**DOCUMENT 1 : Maroc : les nouveaux segments, leviers de croissance du marché de l'immobilier**

Au cours des deux premiers trimestres de 2011, les prix de l'immobilier ont fortement progressé en glissement annuel et plusieurs importants projets immobiliers devraient confirmer la tendance d'ici la fin de l'année prochaine, alors que le logement social continue de susciter une forte demande...

La hausse enregistrée au deuxième trimestre a été stimulée par le segment résidentiel qui a représenté près de 66% des ventes. L'immobilier résidentiel a progressé de 3,8% au cours du deuxième trimestre de 2010, porté par une augmentation de 5,4% des prix des appartements.

Le segment des logements sociaux continue également de figurer parmi les principaux leviers de croissance du marché de l'immobilier. D'après les médias locaux, les ventes d'appartements ont rapporté jusqu'à 30% de bénéfices aux promoteurs spécialisés dans le logement social ou à bas prix, et ce, en grande partie, grâce aux avantages fiscaux (exonération de l'impôt sur les gains en capital et des droits de succession) visant à stimuler le secteur....

...Pour Omar Naciri, promoteur immobilier qui a exclusivement opté pour ce créneau en développant des projets comme Casa Dia à côté de la forêt de Bouskoura, «il existe encore un très fort potentiel pour le logement résidentiel haut standing ! Il y a un léger flottement depuis le début de la crise internationale. Il est dû surtout au fait que les futurs acquéreurs espéraient faire de meilleures affaires.

Bien qu'opérant dans le haut de gamme, Omar Naciri n'échappe pas à une foultitude de tracasseries. «Le problème numéro 1 pour la grande majorité des promoteurs qui font du logement résidentiel est la rareté de la ressource foncière dans et aux abords des villes. Le deuxième souci, en lien direct avec le premier, relève de la législation sur le foncier qui commence à dater et qui n'est plus en phase avec la réalité du marché.

www.lavieeco.com, Edition du 11 Novembre 2011 et du 08 Décembre 2011

DOCUMENT 2 : La Chine autorise sa monnaie à davantage fluctuer, toujours sous contrôle

La valeur du yuan est déterminée par la banque centrale, qui fixe son taux quotidiennement, et non par la loi de l'offre et de la demande comme c'est le cas pour la plupart des grandes monnaies de la planète. La Chine affirme que son objectif est de rendre à terme le yuan totalement convertible et de se doter d'un système de taux change flottant librement. L'élargissement de la bande de fluctuation de sa monnaie va donc dans ce sens.

Pékin, principal détenteur d'actifs monétaires américains au monde, craint en effet une montée des risques à l'encontre de la valeur de son portefeuille. Pour se prémunir des aléas monétaires liés aux fluctuations de la devise américaine, les autorités chinoises cherchent à diversifier les points d'arrimage (ancrage) de leur monnaie.

Les Etats-Unis, qui ont enregistré en 2011 un déficit commercial record avec la Chine, estiment comme beaucoup de partenaires commerciaux de Pékin que le cours du yuan est sous-évalué, ce qui confère aux produits chinois un avantage compétitif indu.

www.lemonde.fr, Edition du 14 Avril 2012.

DOCUMENT 3 : Indicateurs macro-économiques – Maroc 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance économique (xi)	2,7	5,6	4,8	3,7	5,0
Taux de chômage	9,8	9,6	9,1	9,1	8,9
Taux d'inflation (yi)	2,5	3,7	1,0	0,9	0,9
Solde de la balance courante en % du PIB	- 0,1	- 5,2	- 5,4	- 4,5	-7,6

Rapport économique et financier accompagnant la Loi des finances 2012, www.finances.gov.ma

DOCUMENT 4 : Données du Budget général de l'Etat : Lois des finances 2011 et 2012

En Milliards de DH	Loi des Finances 2012	Loi des Finances 2011	Variation en %
Recettes fiscales	172,9	159,7	8,3
Recettes non fiscales	17,4	12,7	37,0
Recettes d'emprunts	65,7	54,2	21,2
Dépenses totales	289,7	242,4	19,5
Solde budgétaire	- 33,7	- 15,8 ?.....

[...] Le choix volontaire d'une politique budgétaire au service de l'investissement, du développement et du soutien au pouvoir d'achat, dans un contexte de chocs externes forts et coûteux, s'est réalisé, certes, en permettant au pays de maintenir son trend de croissance et d'améliorer même sa notation à l'international, mais il s'est traduit par une répercussion significative de l'augmentation des prix des matières premières sur la charge de la compensation et partant sur le déficit budgétaire.

Lois des finances 2011- 2012 synthèse du rapport économique et financier, www.finances.gov.ma

DOCUMENT 5 :

En 2003, la politique monétaire a continué d'œuvrer pour la maîtrise de l'inflation ainsi que pour l'amélioration des conditions de financement de l'économie, en vue de favoriser la croissance.

Au niveau de la mise en œuvre de la politique monétaire, la réalisation de l'opération de cession de 80% du capital de la Régie des tabacs en juillet, pour un montant de 14 milliards de dirhams, couvert à hauteur de 11 milliards de dirhams par des apports en devises et de 3 milliards par des recours au crédit bancaire, a influé sur l'évolution de la situation monétaire et de la liquidité du marché au cours de l'exercice 2003.

Dans ces conditions, et compte tenu de la chute du taux interbancaire, Bank Al-Maghrib a dû procéder, au début du mois de septembre, à un nouveau relèvement du ratio de la réserve monétaire, de 14% à 16,5%, qu'elle a, toutefois, assorti de l'augmentation du taux de rémunération des fonds constitués à ce titre de 0,50% à 0,75%, afin de ne pas décourager la mobilisation de l'épargne. En outre, Bank Al-Maghrib a recouru, de nouveau, aux opérations de reprises de liquidités et initié, pour la première fois, des opérations de swap de change.

Rapport de Bank Al-Maghrib 2003, www.bkam.ma

DOCUMENT 6 :

L'évaluation par le Conseil de la banque, sur la base des analyses prospectives et des prévisions d'inflation et d'inflation sous-jacente, a fait ressortir l'absence de risques inflationnistes à moyen terme. En effet, la prévision consensuelle moyenne sur l'horizon de six trimestres, bien qu'elle ait connu de légères révisions à la hausse, est restée en ligne avec l'objectif de stabilité des prix.

...Dans ces conditions, et vu l'absence de tensions menaçant significativement l'objectif de stabilité des prix à moyen terme, le Conseil de la banque a décidé de maintenir le taux directeur à 3,25% lors de ses quatre réunions de l'année. Par ailleurs, tenant compte du caractère durable du besoin en liquidité sur le marché monétaire, ainsi que de l'évolution observée et prévisible des facteurs de liquidité, le Conseil de la banque a poursuivi le processus de réduction du ratio de la réserve monétaire, le ramenant de 8% à 6%, à partir du 1er avril 2010. Cette baisse s'est ainsi traduite par une injection de liquidité de près de 8,2 milliards de dirhams.

Rapport de Bank Al-Maghrib 2010, www.bkam.ma

TRAVAIL A FAIRE : (12 points)

1) Caractériser les marchés, objet des documents 1 et 2, en complétant l'annexe 1. (page 6)	1,5 pts
2) Le marché, objet du document 1, vérifie-t-il la condition d'homogénéité de la concurrence pure et parfaite ? Justifiez	0,5 pt
3) En vous référant au document 3 : a) lisez les chiffres soulignés ; b) b1) déterminez l'équation de la droite d'ajustement de la forme $y = ax + b$ selon la méthode des moindres carrés, sachant que $\sum (x_i - \bar{x})(y_i - \bar{y}) = 0,86$; $\sum (x_i - \bar{x})^2 = 5,33$. (à retenir deux chiffres après la virgule) ; b2) vérifiez la réalisation du couple d'objectifs incompatibles croissance économique et stabilité des prix sur la base du résultat obtenu. Commentez b3) calculez le taux de croissance économique prévisionnel pour un taux d'inflation de 2%.	0,25 pt 1 pt 0,75 pt 0,5 pt
4) A partir du document 4, a) calculez et expliquez la variation du solde budgétaire en 2012. b) déduire les conséquences de l'aggravation du déficit budgétaire en 2012 sur : b1) le budget de l'Etat ; b2) l'économie nationale. c) Déduire la nature de la politique budgétaire objet du document. Justifiez	0,75 pt 0,25 pt 0,5 pt 0,5 pt
5) Complétez le tableau de l'annexe 2 (page 6).	1,5 pt
6) Précisez l'impact de la cession en 2003 de 80 % de la Régie des Tabac sur l'agrégat M3. Justifiez.	0,5 pt
7) Synthèse : Après avoir rappelé la situation actuelle de l'économie marocaine (croissance, budget de l'Etat, échanges extérieurs, influence de la conjoncture internationale,), présentez les différentes décisions budgétaires et monétaires prises par l'Etat marocain pour renforcer la croissance économique. Aidez-vous des documents ci-dessus et vos connaissances acquises. Présentez votre réponse sous forme d'un développement structuré (Introduction, développement et conclusion).	3,5 pts

DOSSIER II : Commerce extérieur, croissance et développement**DOCUMENT 7 : Indicateurs du commerce extérieur marocain**

	2008	2009	2010	2011
Déficit commercial (en millions de DH)	-170 302,3	- 150 961,7	- 148 380,0	- 157 160,8
Degré d'ouverture	35,0	25,6	28,7 ?.....
Taux de couverture	47,8	42,8	50,2 ?.....
Exportations (en millions de DH)	155 739,9	113 020,0	147 947,9	173 977,2
PIB à prix courants (en millions de DH)	688 843	736 206	779 133	814 986

Balance commerciale 2010 et tableau de bord annuel 2011, www.oc.gov.ma

DOUMENT 8: Investissement étranger direct

Les investissements étrangers directs (IED) permettent de créer des emplois, d'améliorer la productivité, d'opérer des transferts de compétences et de technologies, d'accroître les exportations et de contribuer au développement économique à long terme des pays en développement. Plus que jamais, quel que soit leur niveau de développement, les pays s'efforcent de tirer parti des IED pour se développer.

Afin de mieux comprendre les questions liées aux IED et d'en améliorer les retombées positives pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), la CNUCED analyse les tendances de ces investissements et leur incidence sur le développement, réunit des données les concernant, offre des services consultatifs et une formation en matière d'investissements internationaux, et aide les pays en développement à améliorer leurs politiques et institutions en rapport avec les IED, ainsi qu'à participer aux négociations internationales sur les investissements. Ainsi, Les filiales étrangères de quelque 64 000 sociétés transnationales créent 53 millions d'emplois, les IED constituent, pour les pays en développement, la principale source de financement extérieur et enfin, les IED dans les pays en développement ont atteint un tiers environ du PIB de ces pays, alors qu'ils s'établissaient à 10 % à peine en 1980.

www.unctad.org, Conférence des nations Unis sur le commerce et le développement (CNUCED), consulté le 17/05/2011

DOUMENT 9: Six métiers mondiaux pour développer l'industrie

Différentes zones industrielles voient le jour ça et là dans le pays. Le Pacte National pour l'Emergence Industrielle est là pour définir la stratégie nationale en la matière. Il s'agit d'un contrat-programme visant développer le tissu industriel national....

Ce contrat programme est conçu autour de idées fondamentales. Il s'agit en premier lieu de favoriser le développement des secteurs industriels pour lesquels le Royaume possède un avantage compétitif.... L'industrie marocaine offre des emplois stables et dispose d'un potentiel de croissance important grâce à la forte demande intérieur et à son attrait important en matière des IDE. Le Pacte vise à accélérer la réalisation du potentiel industriel du pays afin qu'il puisse profiter pleinement de l'ouverture des marchés à l'international. Il préconise de se focaliser sur les filières représentant un avantage compétitif important, de renforcer le tissu des entreprises nationales, ainsi que les moyens d'exécution dont celles-ci disposent....

L'accent est mis sur le développement de six principaux secteurs, correspondant aux métiers mondiaux du Maroc : offshoring, automobile, industrie aéronautique, électronique, en plus des métiers traditionnels que sont l'agroalimentaire et le textile cuir. Le Pacte encourage la mise en place de parcs industriels de nouvelle génération, ces fameux P21 (Plateformes Industrielles Intégrées) afin de favoriser l'installation des industriels.

Challenge hebdo, du 25 février au 3 Mars 2011

DOCUMENT 10 : Développement: trop lents progrès au Sud

A cinq ans de la date à laquelle les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont censés être atteints, l'Organisation des Nations unies (ONU) présente un bilan mitigé du chemin parcouru. Cet ambitieux programme de réduction de la pauvreté dans tous les domaines - malnutrition, éducation, santé, accès à l'eau... - avait été adopté à New York en septembre 2000 par 147 chefs d'Etat....

Il y a de réels progrès. La scolarisation des enfants en primaire a augmenté, passant dans les régions en développement de 84% en 1990 à 90% en 2008. La mortalité des enfants de moins de 5 ans a été réduite de 12,6 millions de décès en 1990 à 8,8 millions en 2008. Le nombre de nouvelles infections au VIH a baissé de 3,5 millions en 1996 à 2,7 millions en 2008. Mais ces résultats encourageants restent en dessous des Objectifs. L'école primaire n'est toujours pas universelle et la mortalité infantile a régressé d'un tiers et non des deux tiers, pour ne prendre que ces exemples.

Sur l'ensemble des huit objectifs, seul celui relatif à la pauvreté monétaire devrait être atteint. Il s'agit de faire passer la proportion de personnes vivant en dessous du seuil international de pauvreté dans les pays en développement de 42% en 1990 (1,8 milliard de personnes) à 21% en 2015... Depuis 1995, la part des sous-alimentés dans le monde stagne et, en nombre absolu, ils ont progressé. Au-delà des discours, ces résultats traduisent la faiblesse de la mobilisation des Etats.

Alternatives Economiques Hors-série n° 086 - Octobre 2010

DOCUMENT 11: La nouvelle division internationale du travail

.... selon l'auteur qui soulève un autre aspect des choix en matière de politique de développement. « Les pays du Nord sont intégrés aujourd'hui à l'économie mondiale par des activités de pointe technologiques, énergétiques, matérielles et immatérielles, alors que ceux du Sud ne le sont qu'à travers des activités agricoles et minières à faible valeur ajoutée destinés à servir les activités du Nord, ou dans l'activité touristique pour ceux ayant les atouts naturels et culturels. Ainsi, les activités entraînant un grand niveau de vie sont détenues par les pays développés », relève-t-il.

www.lematin.ma, Publié le 11/04/2010 (adapté)

TRAVAIL A FAIRE : (7 points)

8) En vous référant au document 7 :	
a) calculez puis lisez les données qui manquent dans le tableau ;	1 pt
b) interprétez l'évolution du solde commercial entre 2008 et 2011.	0,5 pt
9) En vous aidant du document 8 :	
a) distinguez les IDE des Investissements en portefeuille ;	0,75 pt
b) présentez deux conséquences positives des IDE sur les économies en voie de développement.	1 pt
10) A partir du document 9 :	
a) Relevez les grands axes du Pacte National pour l'Emergence Industrielle ;	0,75
b) Déduire deux impacts économiques du Pacte National pour l'Emergence Industrielle.	1 pt
11) Relevez du document 10, puis qualifiez deux caractéristiques du sous-développement.	1 pt
12) A quelle théorie explicative du sous-développement fait-on allusion dans le document 11. Justifiez.	1 pt

Important :

* 1 point est réservé à la présentation de la copie, évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro de dossier puis de la question.

* La machine à calculer non programmable est autorisée.

* Les calculs justificatifs doivent figurer sur la copie.

Annexes à rendre avec la copie**ANNEXE 1 : Les marchés**

	Type de marché selon l'objet	Offreurs	Demandeurs	Evolution des prix
Document 1				
Document 2				

ANNEXE 2 : Les instruments de la politique monétaire et leur manipulation

	Instrument (s) de la politique monétaire	Actions (manipulations)	Objectif intermédiaire	Objectifs finals
Document 5				
Document 6				